

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1926

THÈSE

N° 522

POUR

LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

(MENTION MÉDECINE)

PAR

Stanislas BORNSTEIN

Né à Varsovie (Pologne), le 30 novembre 1898

ORIGINE DES CONTAGIONS

DE LA

SYPHILIS ACQUISE

Président : M. JEANSELME, professeur

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1926

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1926

THÈSE

N°

POUR

LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

(MENTION MÉDECINE)

PAR

Stanislas BORNSTEIN

Né à Varsovie (Pologne), le 30 novembre 1898

ORIGINE DES CONTAGIONS

DE LA

SYPHILIS ACQUISE

Président : M. JEANSELME, professeur

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1926

I. — PROFESSEURS

	MM.
Anatomie	NICOLAS.
Anatomie médico-chirurgicale.	CUNÉO.
Physiologie	ROGER.
Physique médicale	STROHL
Chimie organique et chimie générale	DESGREZ.
Bactériologie.	LEMIERRE.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMF
Pathologie et thérapeutique générales	Marcel LABBÉ.
Pathologie médicale	SICARD.
Pathologie chirurgicale	LECÈNE.
Anatomie pathologique	ROUSSY.
Histologie	PRENANT.
Pharmacologie et matière médicale	N...
Thérapeutique	CARNOT.
Hygiène	Léon BERNARD.
Médecine légale	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	MÉNÉTRIER.
Pathologie expérimentale et comparée	RATHERY.
Clinique médicale	GILBERT.
	BEZANÇON.
	ACHARD.
	WIDAL.
Hygiène et clinique de la première enfance	MARFAN.
Clinique des maladies des enfants.	NOBÉCOURT.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale	H. CLAUDE.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.	JEANSELME.
Clinique des maladies du système nerveux	GUILLAIN.
Clinique des maladies infectieuses	TEISSIER.
Clinique chirurgicale	DELBET.
	HARTMANN.
	LEJARS.
	GOSSET.
Clinique ophtalmologique	TERRIEN.
Clinique urologique.	LEGUEU.
Clinique d'accouchements	COUVELAIRE.
	BRINDEAU.
	JEANNIN.
Clinique gynécologique	J.-L. FAURE.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie	OMBREDANNE.
Clinique thérapeutique médicale	VAQUEZ.
Clinique oto-rhino-laryngologique	SEBILEAU.
Clinique thérapeutique chirurgicale	DUVAL.
Clinique propédeutique	SERGENT.
Sans chaire	ROUVIÈRE.



II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.

ABRAMI . . . Pathologie médicale.
 ALGLAVE . . . Pathologie chirurgicale.
 AUBERTIN . . . Pathologie médicale.
 BASSET . . . Pathologie chirurgicale.
 BAUDOUIN . . . Pathologie médicale.
 BINET Physiologie.
 BLANCHETIÈRE Chimie biologique.
 BRANCA . . . Histologie.
 BRULÉ Pathologie médicale.
 BUSQUET . . . Pharmacologie et ma-
 tière médicale.
 CADENAT . . . Pathologie chirurgicale.
 CHAMPY . . . Histologie.
 CHIRAY Pathologie médicale.
 CLERC Pathologie médicale.
 DEBRÉ Hygiène.
 I. de JONG . . Anatomie pathologique.
 DUVOIR Médecine légale.
 ÉCALLE Obstétrique.
 FIESSINGER . Pathologie médicale.
 FOIX Pathologie médicale.
 GARNIER . . . Pathologie expérimentale.
 HARVIER . . . Pathologie médicale.
 HEITZ-BOYER Urologie.

MM.

HOVELACQUE . Anatomie.
 JOYEUX Parasitologie.
 LABBÉ (Henri) Chimie biologique.
 LARDENNOIS Pathologie chirurgicale.
 LE LORIER . . . Obstétrique.
 LEMAITRE . . . Oto-rhino-laryngologie.
 LÉVY-SOLAL . Obstétrique.
 LHERMITTE . Pathologie mentale.
 LIAN Pathologie médicale.
 MATHIEU . . . Pathologie chirurgicale.
 METZGER . . . Obstétrique.
 MOCQUOT . . Pathologie chirurgicale.
 MONDOR . . . Pathologie chirurgicale.
 MOURE Pathologie chirurgicale.
 MULON Histologie.
 PHILIBERT . . Bactériologie.
 RIBIERRE . . . Pathologie médicale.
 RICHT Fils . . Physiologie.
 TANON Pathologie médicale.
 VAUDESCAL . Obstétrique.
 VERNE Histologie.
 VILLARET . . . Pathologie médicale.

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE

POUR LE SERVICE DES EXAMENS

MM.

GOUGEROT . Pathologie médicale.
 GUÉNIOT . . . Obstétrique.

MM.

RETTNER . . Histologie.

IV. — AGRÉGÉS CHARGÉS DE COURS DE CLINIQUE

A TITRE PERMANENT

MM.

AUVRAY. . . Clinique chirurgicale.
CHEVASSU. . Clinique chirurgicale.
LAIGNEL-LAVASTINE . Clinique médicale.
LEREBOULLET. Clinique médicale in-
fante.

MM.

LÉRI. Clinique médicale.
LÉPER. . . . Clinique médicale.
PROUST. . . . Clinique chirurgicale.
SCHWARTZ . Clinique chirurgicale.

V. — CHARGÉS DE COURS

MM. MAUCLAIRE, agrégé.	{	Chargé du cours de chirurgie orthopédique chez l'adulte pour les accidentés du travail, les mutilés de guerre et les infirmes adultes.
FREY.		Stomatologie.
CHAILLAY BERT		Éducation physique.
LEDOUX-LEBARD		Radiologie clinique.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

A MON PÈRE

A MES FRÈRES ET SŒUR

A TOUS MES AMIS

A MES MAÎTRES DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE
ET DES HÔPITAUX DE PARIS

A. M. LE D^r G. MILIAN

Médecin de l'Hôpital Saint-Louis

Officier de la Légion d'honneur

Croix de Guerre

**Membre de la Commission de Prophylaxie
des Maladies Vénériennes au Ministère du Travail et de l'Hygiène**

*Qui a bien voulu nous inspirer le
sujet de cette thèse. Qu'il veuille
bien accepter ici l'expression de
notre vive reconnaissance.*

A M. LE D^r LÉON BIZARD

Médecin de Saint-Lazare
Officier de la Légion d'Honneur
Médecin principal du Dispensaire
de Salubrité de la Préfecture de Police
Membre de la Commission de Prophylaxie
au Ministère de l'Hygiène

*Qui a bien voulu nous documenter
et aider dans notre travail avec la
plus grande bienveillance. Qu'il
veuille bien accepter ici l'expres-
sion de notre profonde gratitude.*

A NOTRE PRÉSIDENT DE THÈSE

M. LE PROFESSEUR JEANSELME

Officier de la Légion d'honneur

Membre de l'Académie de Médecine

*Pour le grand honneur qu'il nous
a fait en voulant bien présider cette
thèse.*

ORIGINE DES CONTAGIONS

DE LA

SYPHILIS ACQUISE

INTRODUCTION

La thérapeutique moderne dispose de moyens très puissants contre la syphilis et quoique le rêve d'Erlich de therapia sterilisans magna ne soit pas encore réalisé, il faut tout de même reconnaître que nous possédons actuellement des moyens très efficaces de blanchiment rapide, à condition de faire un traitement très précoce.

Il semblerait donc que les cas nouveaux de la syphilis acquise dussent être de plus en plus rares, le bismuth et les arsenicaux, par leur action stérilisante rapide, contribuant puissamment à la prophylaxie de la syphilis.

Or, dans les services hospitaliers et même dans la clientèle, les cas nouveaux n'ont pas diminué et on est même autorisé à supposer que sans ce traitement très actif les cas nouveaux de la syphilis seraient de plus en plus fréquents.

Nous ne pouvons pas rentrer ici dans l'étude de toutes les causes contribuant à l'augmentation de la syphilis après la dernière guerre, mais nous cherchons à étudier les moyens d'enrayer la propagation de la syphilis.

Pour faire une prophylaxie rationnelle de la syphilis, comme du reste la prophylaxie de tout autre maladie, il faut étudier non seulement les causes et les personnes qui la contractent, mais encore les circonstances dans lesquelles cette maladie est communiquée. Ce qui est capital dans le cas qui nous intéresse, la syphilis étant une maladie dont certains milieux sont atteints et qui est transmise dans des conditions presque toujours identiques.

En dehors de la syphilis transmise par le mari à la femme ou vice versa ainsi que de la contamination extra-génitale, qui sont des cas relativement très rares, la syphilis est presque toujours communiquée par des femmes qui ne sont soumises à aucun contrôle médical et entretiennent des relations sexuelles avec plusieurs individus.

Nous passerons donc en revue toute l'organisation sociale et sanitaire de la prostitution et, les statistiques à l'appui de nos dires, nous nous efforcerons à délimiter exactement les milieux les plus atteints par la syphilis et qui, par leurs nombreux coûts, transmettent cette maladie à un grand nombre d'individus.

En connaissant ainsi la source même du mal, nous

en tirerons des conclusions convaincantes qui, nous en sommes persuadés, si on voulait bien s'en inspirer, pourraient contribuer largement à la prophylaxie de ce mal terrible qu'est la syphilis.

LA PROSTITUTION ET SES CAUSES

L'âge nubile d'un homme normal est aux environs de 18 et celui d'une femme 16 ans ; physiologiquement parlant, c'est à ces âges-là qu'on devrait se marier, car il est évident que l'homme vierge se mariant à une femme vierge éliminerait par cela même les possibilités de contagé, ce qui serait le moyen idéal d'enrayer les maladies vénériennes et même d'augmenter notablement la procréation.

Malheureusement plusieurs causes, et non des moindres, se mettent en travers de la réalisation de cet idéal dont les principales sont les conditions économiques de la société moderne et le service militaire.

Pour se marier un jeune homme doit avoir fait sa situation pour la plus grande sécurité de son foyer futur et c'est là la principale cause du mariage retardé qui a lieu généralement aux environs de 25 à 30 ans.

D'autre part, même les jeunes gens fortunés qui ont des situations toutes faites en venant au monde ne se marient pas à l'âge nubile non plus, car ceux-là avant de se marier veulent être indépendants et avoir accompli leur service militaire.

Il faut citer également comme une cause secondaire la spécialisation dans tous les corps de métiers qui provoque de longs apprentissages et la concurrence toujours croissante qui exige une technique et une pratique de plus en plus grandes.

Il est très peu de jeunes hommes qui observent la continence, l'instinct sexuel étant un des plus forts et quoiqu'on ait voulu l'atténuer soit par la foi religieuse, soit par la pratique des sports, il est bien peu de jeunes hommes qui sont vierges en se mariant.

Pour satisfaire leur instinct sexuel la plupart des jeunes hommes cherchent donc à avoir des coïts soit avec des femmes de leur connaissance ou entourage qui deviennent leurs maîtresses plus ou moins attirées ou bien s'adressent à des prostituées.

Il est évident qu'au point de vue moral, l'homme s'adressant à une prostituée ne court pas le risque d'avoir à élever un enfant et pour cette raison la plupart des hommes fréquentent les maisons closes et les filles de rencontre.

Ceux qui ont des maîtresses, mais qui ne sont pas les seuls amants de ces femmes, sont pour ainsi dire dans le même cas que les précédents, car avec Flexner nous admettons que la prostitution est constituée par un degré plus ou moins grand de promiscuité même passagère, dans les relations sexuelles, en échange d'une rémunération ou de l'équivalent d'une rémunération, et selon la loi romaine, la prostituée est la femme qui se donne *palam, sine dilectu, pecunia accepta*.

« La prostitution a de tout temps existé : on peut dire qu'elle est née avec l'humanité et son origine se confond avec l'origine même des sociétés. Depuis le jour où, suivant la Bible, Agar s'est prostituée à Abraham, depuis l'époque moins légendaire des courtisanes asiatiques et égyptiennes, depuis, en un mot, les premières manifestations de la vie civilisée, la femme s'est vendue à l'homme, a fait commerce de son corps, a tarifé ses charmes, et cependant, déjà dix siècles avant Jésus-Christ, la prostitution était entachée d'infamie chez tous les peuples :

« Toute femme prostituée sera foulée aux pieds comme l'ordure du chemin » (Eccl., XI, 10).

« Mais à dire vrai, l'existence constante de la prostitution chez tous les peuples et dans tous les temps ne suffit-elle pas à démontrer combien cette plaie sociale est inhérente à l'espèce humaine et par suite inévitable ? Beaucoup de moralistes et parmi les plus sévères ont pu soutenir même qu'elle était indispensable au maintien de l'ordre et de la tranquillité publique.

« Sans elle, oui, sans cette honteuse mais fatale plaie de l'humanité, la pureté des mœurs ne tarderait pas à disparaître et l'ordre social a être bouleversé » (D^r Mireur de Marseille, Rapport au Congrès de Bruxelles, 1899).

« Pour prendre à travers les siècles quelques exemples fameux, nous voyons tour à tour Cicéron, Saint-Augustin, puis Montaigne envisageant la prostitution au double point de vue philosophique et

moral, ne pas hésiter à la considérer comme un mal nécessaire.

« Si quelqu'un pense, écrit Cicéron, qu'il faille défendre à la jeunesse tout commerce avec les prostituées, je ne puis nier que celui-là est très sévère ; mais en condamnant la licence de notre siècle, il condamne aussi la coutume de nos ancêtres et leurs concessions. Quand donc en effet s'en est-on abstenu ? quand l'a-t-on blâmé ? quand ne l'a-t-on pas permis ? ».

« Saint-Augustin à son tour, s'exprimait en ces termes :

« Quoi de plus sordide, de plus ignoble et de plus honteux que les prostituées, les proxénètes et les autres pestes de cette nature ? Et pourtant, supprimez les prostituées, vous troublez les sociétés par le libertinage ».

« Enfin, beaucoup plus près de nous, au xvi^e siècle de notre ère, Montaigne, avec son bon sens avisé, écrit quelque part en ses essais :

« De là disent aucuns que d'oster les bordels publiques, c'est non seulement espandre partout la paillardise qui était assignée à ce lieu-là, mais encore aiguillonner les hommes à ce vice par la malaysance (1) ».

On peut donc considérer la prostitution comme une nécessité absolue dans toutes les agglomérations humaines et avec le Dr Desloges le distingué direc-

1. Dr L. Bizard, *Bulletin de la Société française de Prophylaxie sanitaire et morale*, 10 déc. 1909.

teur de la division des maladies vénériennes à Montréal (Canada), nous sommes d'avis que la suppression de la prostitution est impossible mais, cependant, qu'il faut multiplier tous les moyens possibles pour tendre vers ce but.

Certains auteurs ont prétendu pouvoir supprimer radicalement la prostitution et par cela même croyaient arrêter complètement la propagation de la syphilis, ce qui est une pure utopie et nous avons des exemples en France où la chose a été tentée mais infructueusement.

Notamment Saint-Louis a voulu enrayer la prostitution, au moins en partie, et avait réservé certains quartiers aux prostituées qui étaient astreintes à porter des habits spéciaux; il avait même institué une pénalité très draconienne qui consistait à leur couper les oreilles et le nez si on les prenait en flagrant délit avec des militaires. Cette mesure n'a pas duré longtemps et c'est Saint-Louis lui-même qui l'a abolie quelques temps après.

« Le farouche maréchal Philippe Strozzi, exagérant les ordres d'Henri III, poussait la cruauté au point d'ordonner : « Que sans autre forme de procès, on jectât en la rivière de Loire, 800 filles de joye qui suivaient son camp ! » Ces mesures barbares, ces massacres de quelques centaines de prostituées, n'en ont pas moins laissé toujours la prostitution prospère et envahissante.

« Sous la Régence, on dirige vers la Nouvelle-Orléans les femmes d'une débauche notoire et scan-

daleuse ; c'est ainsi que l'on peuplait alors les colonies ! Plus tard encore, c'est en vain qu'en le 4 octobre 1793, Chaumet, procureur de la Commune et le 20 ventôse an IV, le Directoire, essayèrent de supprimer la débauche à Paris.

« C'est Bonaparte, qui eut enfin le premier l'idée de soumettre les femmes de mauvaises mœurs à des visites sanitaires : cette mesure d'élémentaire prudence a toujours été depuis observée à Paris.

Puisqu'on ne pouvait, en effet, venir à bout de la prostitution, il fallait au moins, dans l'intérêt de l'hygiène et de l'ordre, ne pas laisser « la fille libre sur le trottoir libre » et la mettre dans l'obligation d'observer certaines formalités administratives, dont la plus importante est, à coup sûr, la visite médicale » (1).

On a prétendu que la majorité des filles publiques était poussée à la prostitution par la misère ce qui est absolument faux quoiqu'on en trouve quelques unes se prostituant parce que c'est là leur seule ressource. Ceci s'applique particulièrement aux femmes abandonnées sans ressources par leur conjoint et à ce point de vue il est à souhaiter que le législateur s'occupe de ces malheureuses et force l'homme peu scrupuleux à leur verser effectivement une pension alimentaire suffisante.

La majeure partie des prostituées se recrute surtout parmi les paresseuses, les coquettes et en géné-

1. D L. Bizard, *Conférences sur les maladies vénériennes*. Maloine et fils, éditeurs.

ral celles qui ont goût à une vie plus ou moins luxueuse sans se donner beaucoup de peine.

La province fournit de nombreuses prostituées à Paris qui y viennent avec l'intention de travailler comme bonnes à tout faire ou midinettes et qui, ayant fait connaissance avec la vie de la capitale et de ses plaisirs sont très vite acquises à la prostitution.

Dans l'état actuel des choses une femme travaillant honnêtement n'arrive qu'à gagner 500 francs par mois, environ, la même femme en se prostituant gagne au moins 1.500 francs. Ceci constitue un argument important en faveur de la prostitution.

Au point de vue légal on a voulu considérer le fait de se prostituer comme un délit, ce qui, à notre avis, serait pousser les choses trop loin. Actuellement la préfecture de police est d'avis qu'on n'a pas à s'occuper de la prostituée tant qu'elle ne trouble pas l'ordre ni ne gêne la circulation de la rue et, en général tant qu'elle ne commet pas d'acte d'excitation à la débauche ni ne présente un danger pour la santé publique en venant régulièrement à la visite.

D'autre part, on a cherché à considérer la contamination des maladies vénériennes comme un délit ou tout au moins à en admettre la responsabilité civile. Au point de vue théorique ceci semble très logique mais en pratique la recherche des responsabilités provoque des abus et nous savons qu'aux Etats-Unis et notamment dans l'état d'Ohio ce fait est admis, mais en pratique il est très rare qu'on en

demande la réparation par crainte de publicité ; cette mesure est donc inopérante.

La Préfecture de Police tolère actuellement la prostitution ; les filles doivent se présenter à la visite médicale obligatoire et observer les règlements de police concernant la prostitution sur la voie publique de façon à éviter tout scandale.

MÉFAITS MORAUX DE LA PROSTITUTION

En dehors des infractions aux règlements de police concernant la prostitution sur la voie publique et de la situation scandaleuse provoquée par l'inobservation de ces règlements, il y a lieu d'ajouter un mal allant de pair avec la prostitution et connu sous le nom de « vagabondage spécial » dans les rapports de la police.

Pour mieux comprendre sa raison d'être et les effets que cet état de choses fait subir à la société nous nous permettrons d'insister quelque peu sur son organisation. Les tristes individus que sont les souteneurs se recrutent soit parmi les repris de justice, soit parmi les ouvriers paresseux et les ivrognes.

Leur procédé est très simple et leur succès facile car ils commencent toujours par s'adresser à des filles ignorantes qui deviennent vite leurs maîtresses et une fois tombées dans le piège les pauvres filles n'ont plus le moyen d'en sortir.

Lorsqu'il est sûr d'exercer une certaine influence sur sa maîtresse, le souteneur, sous prétexte du manque de travail et en lui faisant entrevoir des gains faciles, chasse dans la rue son amie qui devient ainsi une prostituée bon gré mal gré. Au

début il la suit en lui indiquant d'un regard les clients éventuels qu'elle ne serait pas susceptible de trouver elle-même, puis il la protège et est prêt à intervenir en cas de conflit avec le client.

Inutile d'ajouter qu'après la visite de chaque client il prend intégralement le produit de la passe. La recette journalière étant en général assez élevée pour subvenir au besoin des deux, le proxénète passe son temps à jouer aux courses ou aux cartes en compagnie d'autres souteneurs.

Il est à noter que ce n'est pas toujours de cette façon qu'un proxénète arrive à débaucher une jeune fille jusque-là honnête, mais le plus souvent une fille qui se prostitue déjà depuis un certain temps cherche elle-même à avoir un ami pour pouvoir sortir avec lui et en même temps un protecteur capable de la défendre contre les mauvais clients.

Il paraît que l'exercice de ce triste métier est impossible sans la protection d'un souteneur qui est même imposé à la nouvelle arrivée par les filles du quartier.

Les souteneurs, en dehors de leur action immorale, constituent un danger public important et la majorité des criminels ne sont que des proxénètes privés temporairement de ressources.

Ce manque de ressources peut arriver et leur arrive assez fréquemment car nous savons qu'une fille malade est internée à Saint-Lazare jusqu'à sa guérison et pour la syphilis jusqu'à la guérison des accidents capables de transmettre cette maladie

et ce traitement dure en moyenne cinq à huit semaines.

Si pendant ce temps-là le souteneur n'est pas arrivé à trouver une autre fille pour l'exploiter et ne veut pas se remettre au travail, tous les moyens lui sont bons pour se procurer de l'argent. Ce fait est particulièrement connu de la police qui, en cas de recherches de malfaiteurs, commence par opérer des rafles dans ces milieux interlopes.

La fréquentation de milieux pareils a une influence démoralisatrice certaine et un grand nombre de filles publiques ne dédaignent pas de voler leurs amants de passage. Certaines prostituées avaient même érigé tout un système appelé l'entôlage pour voler leurs clients.

Ce système consiste en vol d'argent du portefeuille du client de la prostituée par une tierce personne qui s'introduit sans bruit dans la chambre de l'hôtel et soutire ainsi l'argent de la victime.

Nous voyons donc qu'en dehors de l'immoralité de la prostitution par elle-même, elle entretient toute une catégorie de criminels et, à notre avis, on pourrait diminuer la prostitution aussi bien clandestine que celle qui est enregistrée à la Préfecture de Police, en s'attaquant et en poursuivant sans répit cette plaie sociale qu'est le vagabondage spécial.

Pour être complet, il faut ajouter également qu'une partie des prostituées n'est pas étrangère au trafic des stupéfiants et plusieurs d'entre elles sont des toxicomanes avérées, les autres servent d'inter-

médiaires ou reçoivent chez elles des clients qui s'y intoxiquent.

Cependant il ne faut pas faire peser toute la responsabilité du trafic des stupéfiants sur la prostitution seule, mais à notre avis, le désœuvrement de ces filles ainsi que la fréquentation des milieux spéciaux les conduit à tout, d'autant plus qu'elles tirent des bénéfices appréciables de ce trafic.

ORGANISATION SANITAIRE DE LA PROSTITUTION

Ce n'est qu'en 1805 que Bonaparte, qui a compris l'importance de la contamination des maladies vénériennes par les prostituées, introduit l'obligation de visites médicales à toute femme vendant son corps et institue l'actuel Dispensaire de Salubrité de la Préfecture de Police.

Actuellement, non seulement en France, mais dans la plupart des pays, les prostituées sont astreintes à passer des visites médicales et il semble, théoriquement tout au moins, qu'étant surveillées et soignées ces femmes ne devraient plus être la source de contagions nouvelles. Malheureusement cette surveillance quoique très utile ne saurait par elle-même enrayer les contaminations nouvelles et ceci pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, les filles astreintes à passer des visites médicales sont une faible partie de celles qui tirent leurs moyens d'existence de la prostitution, et il faut qu'une fille soit arrêtée pour racolage ou dans les garnis, au moins trois fois, par la police des mœurs, pour être inscrite sur un registre spécial de la Préfecture de Police,

D'autre part, ces visites trop peu rapprochées sont faites par un médecin qui doit examiner un trop grand nombre de filles et, par conséquent, il est impossible que l'examen soit aussi minutieux qu'il devrait l'être. Ainsi certains jours il arrive au médecin de la Préfecture d'examiner jusqu'à 400 femmes, et on comprend aisément, que dans un examen ultra-rapide il est possible qu'un certain nombre de femmes malades lui échappent.

Néanmoins, il faut reconnaître que les visites imposées aux prostituées tout en n'étant pas faites dans des conditions idéales, font bénéficier la prophylaxie de la syphilis dans une certaine mesure, comme nous pouvons nous en rendre compte de la statistique de la Préfecture de Police de 1924. En cette année on a reconnu atteintes de la syphilis primaire :

1 ^o Filles des maisons.....	3
2 ^o Filles en carte venant régulièrement à la visite.....	24
3 ^o Filles en carte arrêtées ne venant pas régulièrement.	72
4 ^o Prostituées libres.....	150

Si au moment de son inscription, la fille arrêtée est reconnue non malade et n'ayant jamais eu la syphilis, il lui est délivré une carte blanche et elle est astreinte à se faire visiter deux fois par mois, ce qui n'est pas suffisant ; si elle reconnue syphilitique ancienne mais non en état de contagion on lui délivre une carte rose avec l'obligation de se présenter à la visite médicale de la Préfecture de Police deux fois par semaine et, enfin, si la fille arrêtée est malade,

elle est envoyée jusqu'à sa guérison à Saint-Lazare et à sa sortie il lui est délivré une de ces deux cartes, suivant le cas.

Les pénalités administratives de deux à quinze jours sont appliquées aux filles qui manquent une ou plusieurs visites.

Nous devons cependant avouer que, même non syphilitiques, dans les grandes villes européennes les femmes sont visitées bien plus souvent qu'à Paris,

Ainsi il est fait à :

Anvers.....	1	visite tous les 3 jours
Berlin.....	1	visite par semaine
Dantzig	1	—
Dresde	1	—
Madrid.....	2	—
Liège	2	—
Rome	2	—
Vienne	2	—

Nous devons ajouter que, pour pouvoir être inscrite sur le registre de la Préfecture de Police, il faut que la fille ait 16 ans révolus, sinon on l'envoie dans une maison de correction en vertu de l'article 66 du Code pénal, à moins qu'on ne la rende à ses parents.

Mais ces gamines de 13 à 15 ans une fois versées dans la prostitution, cherchent à y revenir par tous les moyens et une grande partie de ces filles est définitivement acquise à la prostitution.

Il est à noter que ce sont les toutes jeunes prostituées qui sont les plus atteintes de la syphilis, proba-

blement parce que plus recherchées et, par conséquent, ayant plus de chance de contamination. Du reste, c'est entre 16 et 20 ans qu'on observe le plus de syphilis primaire chez les prostituées.

REGLEMENTARISME ET ABOLITIONISME

Comme nous l'avons déjà indiqué plus haut, il faut que la femme soit arrêtée au moins trois fois, pour être inscrite sur le registre de la Préfecture, mais il y a à Paris une quantité énorme de filles qui ont su éviter de se faire délivrer une carte et qui néanmoins exercent librement leur triste métier.

Ces filles peuplent les cafés, les brasseries, les bars, les cabarets, les dancings, les promenoirs de music halls, etc... et, au point de vue prophylactique, ces femmes là constituent le plus grand danger pour la santé publique, n'étant soumises à aucun contrôle médical.

Le nombre de filles inscrites à la Préfecture de Police étant en 1923. de 4.355, le nombre de prostituées libres a dû dépasser 15 à 20.000. Nous nous rendons donc très facilement compte du danger social que ces prostituées libres présentent surtout si nous ajoutons que la proportion de ces filles syphilitiques est de 20 à 21 0/0, tandis que les filles soumises ne le sont que dans la proportion de 4 à 5 0/0. Ceci est un argument important en faveur du réglementarisme et qui oppose aux abolitionnistes des chiffres éloquents.

Ce qui a permis à Toussaint-Barthélemy de dire que « le plus grand nombre des maladies vénériennes est donc sans contestation possible acquis, subi et propagé par les unités de la prostitution non surveillée, non réglementée et ces prostituées libres propagent leur mal sans aucune entrave et dans toute l'intensité de leur rayonnement sexuel ; et cela sans qu'on s'en doute, sans qu'on le sache, sans qu'on y prenne garde, sans qu'on puisse y remédier ni l'empêcher, et elles continuent jusqu'au jour où elles sont prises en flagrant délit, examinées, reconnues contagieuses et dangereuses et alors elles sont obligatoirement isolées et mises hors d'état de nuire, tant à l'individu qu'à la société » :

Les abolitionnistes voudraient rendre la prostitution absolument libre et ils invoquent en faveur de leurs idées le fait que la fille n'étant soumise à aucune mesure policière — lesquelles à notre avis sont peut-être exagérées — viendrait de son propre gré se faire examiner et traiter, le cas échéant. Ils demandent donc la suppression totale de la carte, car ils prétendent que la remise d'une carte constitue en quelque sorte la reconnaissance officielle sinon l'encouragement à la prostitution, et qu'un très petit nombre de femmes tirant leurs moyens d'existence de la prostitution est soumises à des visites sanitaires.

Ils protestent contre l'arbitraire de l'inscription sur le registre de la Préfecture de Police, et surtout, ils prétendent qu'une fois inscrite la fille ne peut plus se faire rayer : de plus, la fille en carte tombe

de plus en plus bas dans l'abjection de la prostitution.

En ce qui concerne la suppression totale de la carte de la Préfecture, nous croyons, que cela serait une faute grave au point de vue sanitaire et nous savons que la chose a été tentée en Belgique, mais sans succès. Notamment la ville de Bruxelles a suspendu la réglementation de la prostitution, à titre d'essai, pendant six mois pour donner satisfaction aux abolitionnistes, mais on a dû instituer à nouveau le contrôle médical à Bruxelles par suite de la recrudescence des maladies vénériennes et devant l'impossibilité de faire traiter des prostituées malades qui refusaient de se faire soigner.

On a pourtant créé des dispensaires et un service social qui était chargé de découvrir des malades puis de s'efforcer de les guérir en les soumettant à un traitement médical approprié. Mais, n'ayant aucun moyen de coercition, on a été complètement désarmé contre les filles de mauvaise volonté qui étaient pourtant en majorité.

Un journal belge *Le peuple* rapporte le fait suivant : « Dix ouvriers étrangers qui travaillaient dans un chantier de construction de notre agglomération ont pris la syphilis dans un petit cabaret situé sur notre territoire, le fait est signalé au chef de service d'hygiène et ce service en vertu de la nouvelle réglementation est absolument incapable d'agir, ces femmes qui ont contaminé ces malheureux ne daignant même pas répondre à son invitation ».

D'autre part à Liège on a constaté une réduction

constante du nombre de cas contagieux chez les 200 à 300 femmes soumises annuellement aux visites médicales obligatoires. Le chiffre de femmes syphilitiques présentant des accidents contagieux était de :

119 en 1919

67 en 1920

59 en 1921

41 en 1922

31 en 1923

Pendant les neuf premiers mois de 1924 à peine a-t-on trouvé 6 cas de lésions contagieuses parmi les femmes surveillées dont la plupart ont été ou sont encore syphilitiques.

Par l'exemple des villes de Bruxelles et de Liège, nous voyons, qu'au point de vue sanitaire, malgré tous les reproches qu'on a faits au réglementarisme c'est encore le système le plus avantageux pour combattre la propagation des maladies vénériennes.

La seconde objection des abolitionnistes est celle qui assimile la remise de la carte à un encouragement officiel à la prostitution. Or, nous savons fort bien que, tout d'abord, on ne met pas en carte une fille arrêtée pour la première fois et d'autre part, les cas de filles insistant pour obtenir la carte sont nombreux. Et sur la carte elle-même il est imprimé en caractères spéciaux la phrase suivante :

La carte délivrée aux filles au moment de leur inscription ne constitue pas une autorisation et ne saurait être considérée comme un encouragement à la débauche ni comme un obstacle au travail.

Les filles en carte n'exercent donc pas leur triste métier parcequ'elles ont une carte mais, au contraire, c'est parce qu'elles se prostituent qu'elles sont mises en carte pour faciliter le contrôle sanitaire.

Les abolitionnistes prétendent également que la mise en carte est arbitraire et qu'une fois inscrites sur le registre de la Préfecture de Police, les filles ne peuvent plus obtenir leur radiation.

Il est vrai, qu'une femme arrêtée trois fois pour racolage ou au moment où elle sortait d'un garni, n'a pas d'avocat pour la défendre mais, nous estimons, que le fait seul de se faire arrêter pour racolage trois fois, constitue une preuve suffisante que cette femme se prostitue et alors, il y a lieu de la surveiller médicalement.

D'autre part, il n'est pas très difficile d'obtenir le retrait d'une carte à une fille qui ne se prostitue plus et qui gagne honnêtement sa vie. Même mieux, la Préfecture de Police accorde à toute fille le demandant une dispense de visites pendant un certain temps et, si l'enquête établit que la fille ne tire plus ses moyens d'existence de la prostitution, elle est rayée définitivement.

Ainsi en 1923 la Préfecture de Police a rayé de ses registres pour ce motif 148 filles et en 1924-122, à la même époque il a été retiré respectivement 62 et 43 cartes à des filles qui se sont mariées car, nous devons ajouter que le seul fait de mariage entraîne une radiation automatique des registres de la Préfecture.

Les abolitionnistes proclament ensuite que la fille inscrite sur le registre de la Préfecture tombe de plus en plus bas et voudraient obtenir la suppression de la réglementation au nom de la morale sociale.

Nous-mêmes, nous sommes les premiers à protester contre les scandales provoqués fréquemment par les prostituées sur la voie publique malgré les règlements de police qui leur sont remis en même temps que la carte.

Ces règlements sont les suivants :

Les prostituées n'ont pas le droit d'entrer en circulation sur la voie publique avant l'allumage des réverbères et en aucune saison, avant 7 heures du soir et y rester après minuit.

Rien de provoquant dans leur attitude ou leur mise ne devra attirer les regards.

Défense expresse leur est faite de parler à des mineurs ainsi qu'à des hommes accompagnés de femmes ou d'enfants et d'adresser à qui que ce soit des provocations à haute voix ou avec insistance.

Il leur est défendu de stationner sur la voie publique, d'y former des groupes, d'y circuler en réunion, d'aller et venir dans un espace trop restreint et de se faire accompagner ou suivre par des « souteneurs ».

Les abords des églises, temples, écoles et lycées, les passages couverts, les boulevards, les Champs-Élysées, les gares et leurs abords et les jardins publics leur sont interdits, etc...

Malheureusement les règlements de police qui devraient être observés à la lettre ne le sont jamais.

Il n'est pas douteux, que la fréquentation des milieux de Saint-Lazare n'est pas moralisatrice, mais nous retrouvons dans ces milieux des prostituées qui coudoient journellement les novices dans la rue ou ailleurs. Ce contact malfaisant est donc presque inévitable pour toute femme qui se prostitue, qu'elle soit en carte ou non, et, du reste, ce contact a lieu tous les jours, soit dans la rue, soit au café, enfin, dans tous les endroits où les prostituées se rencontrent, ce qui constitue évidemment une atteinte à la morale publique. Nous reviendrons du reste plus loin sur ce dernier point.

Il ne faut pas perdre de vue que la mise en carte détourne de la prostitution un certain nombre de filles, qui se prostitueraient sûrement, si on les laissait faire sans les contraindre aux obligations du contrôle de la Préfecture de Police.

Enfin les abolitionnistes reprochent aux règlementaristes de n'avoir pas supprimé la syphilis malgré tous les systèmes érigés essentiellement dans ce but.

Si la réglementation n'a pas supprimé la syphilis, c'est parcequ'elle n'a pas été faite comme il le fallait et c'est encore la faute de l'application, et non du système, et selon la comparaison de Toussaint-Barthélemy, il ne vient à l'idée de personne de supprimer les gendarmes parce que tous les voleurs ne sont pas arrêtés. Et d'après la statistique de la page 28 nous ne pouvons pas nier les grands ser-

vices rendus par la réglementation en dépit de son organisation défectueuse.

Le D^r Matthys dans son rapport fait à la société belge de dermatologie a dit : « En résumé l'accord de tous les médecins qui s'occupent de la prostitution et qui connaissent la mentalité de ces personnes estiment qu'il faut maintenir une réglementation car sans coercition il n'y a pas moyen d'obtenir un résultat car 80 o/o de cas de syphilis sont attribuables à la prostitution clandestine.

« C'est une maladie microbienne dont nous connaissons les porteurs de germes, ce sont les malades mêmes que nous devons tâcher d'atteindre, de blanchir, c'est en s'attaquant sérieusement à ce foyer de contamination que nous pouvons espérer voir disparaître cette terrible maladie, est-ce uniquement en rendant le traitement plus facile à suivre que nous pourrions obtenir le résultat ? l'expérience nous démontre le contraire.

C'est peut-être la seule maladie où nous disposons d'un procédé aussi simple, aussi énergique, à condition toutefois de ne pas suspendre le traitement, et cette condition si elle n'est pas observée volontairement, le médecin doit posséder les moyens de l'imposer ».

Nous voyons donc que la réglementation est bien nécessaire et l'abolition totale du contrôle de la prostitution impossible et nous sommes d'avis, qu'on pourrait obtenir des résultats bien supérieurs, si on voulait modifier quelque peu le système actuel

et observer sévèrement les règlements existants.

L'efficacité de la surveillance médicale bien faite est évidente ainsi que le démontre l'expérience que nous avons rapportée par exemple dans notre centre de guerre de Poitiers où pendant plus de deux ans aucun militaire n'a contracté la syphilis avec une prostituée surveillée (1).

1. Gougerot, *Annales des maladies vénériennes*, n° 3, 1923, p. 190.

LA PROSTITUTION A L'ÉTRANGER

Nous avons vu dans le chapitre discutant le réglementarisme et l'abolitionisme qu'en Belgique, la ville de Bruxelles a essayé de supprimer la réglementation et au bout de six mois est revenue sur sa décision, trouvant que c'est encore le réglementarisme qui est le plus profitable à la prophylaxie.

En ce qui concerne la ville d'Anvers nous pouvons ajouter ces quelques lignes extraites d'un rapport du Dr d'Haenens, chef du service médical des mœurs (1) « ces maisons étroitement surveillées par le service d'hygiène offrent, à mon avis, une certaine garantie pour la population anversoise.

« La disparition des maisons de tolérance se marquera certainement par une recrudescence très sensible de la prostitution clandestine et de la prostitution des rues. Or, ces deux dernières sortes de prostitution sont des plus dangereuses, puisque les chiffres officiels donnent 80 o/o de prostituées clandestines comme étant atteintes de maladies vénériennes. La prostitution des rues possède en outre un autre danger. Je veux parler de cette sorte

1. *Bulletin de la Soc. fr. de prophylaxie sanitaire et morale*, n° 5, juillet 1925.

d'hommes qui vivent d'elle, les souteneurs. C'est dans cette catégorie que se recrutent les pires éléments de l'armée du crime et la recrudescence de la prostitution des rues amènera également une recrudescence de ce genre d'individus. Les femmes vivant dans les maisons de tolérance n'ont pas l'occasion d'être sous la coupe de pareils hommes et de leur servir de moyens d'existence.

« De plus, le spectacle de ces femmes rôdant à la recherche du client derencontre, n'est-il pas plus immoral pour la population honnête qu'elles coudoient que celui d'un quartier déterminé, surveillé, où rien ne peut dans la rue tout au moins choquer le regard. »

Au Danemark, comme du reste, dans les pays scandinaves, la réglementation a été abolie depuis quelques années en passant par une période qu'on pourrait appeler préparatoire ou divers changements ont été apportés à la réglementation.

Ainsi, en 1788, on a introduit le traitement gratuit des maladies vénériennes pour toute personne le demandant, riche ou pauvre, puis en 1859 on a voté une loi qui considérait la transmission d'une maladie vénérienne comme un délit pénal, en 1874 le traitement des maladies vénériennes devint obligatoire et lorsqu'un malade changeait de médecin, celui-ci devait être avisé par écrit qu'un autre médecin avait accepté de continuer le traitement, et en 1901 la réglementation de la prostitution a supprimé les maisons closes pour arriver en 1906 à ne plus avoir de réglementation.

Nous voyons ainsi que le Danemark est parvenu à la suppression totale de la réglementation par étapes et examinons maintenant les résultats qu'on a obtenus dans ce pays.

D'après les statistiques officielles l'abolition de la réglementation a été suivie d'une recrudescence de la syphilis ; puis cette maladie s'est atténuée un peu pour remonter pendant la guerre, quoique les statistiques officielles n'accusent pas cette recrudescence.

Les Danois commentent ce fait par une plus grande prospérité des masses qui avaient des moyens de se faire traiter par des médecins particuliers sans avoir recours aux dispensaires officiels. Après la guerre la syphilis se maintient à peu près au même niveau, toujours d'après les statistiques officielles.

Sans essayer de critiquer le système de nos amis danois, nous nous permettrons toutefois de faire quelques objections.

Tout d'abord, au Danemark la prostitution n'est pas supprimée ni même les maisons. Seulement au lieu d'être tolérées, ces maisons sont clandestines, et alors échappent à tout contrôle médical ce qui, évidemment, ne contribue pas à la prophylaxie de la syphilis. D'autre part, étant clandestines, ces maisons sont par cela même plus recherchées et nous pouvons affirmer que les clients n'ont pas diminué, au contraire ils ont plutôt augmenté.

Les Danois ont voulu assimiler la prostitution au vagabondage et à la mendicité et ont voulu appli-

quer la même loi à l'homme et à la femme racolant sur la voie publique. Il est évident, que l'application de cette loi est extrêmement difficile et délicate et de nombreux abus sont à craindre.

Si nous ajoutons à cette brève critique l'inexactitude des statistiques danoises nous nous rendrons parfaitement compte que la prophylaxie de la syphilis n'y a rien gagné et on est même autorisé à supposer que les cas nouveaux de la syphilis ont plutôt augmenté.

En Angleterre, la prostitution est libre, mais il est interdit aux prostituées de racoler dans les endroits publics et le racolage seul est puni. La réglementation a été abolie dans ce pays en 1883.

La Hollande a aboli la réglementation en 1918, la Norvège en 1898.

La Tchécoslovaquie ainsi que la Pologne ont aboli la réglementation en 1922. La loi du 11 juillet de la même année a introduit en Tchécoslovaquie l'obligation de se faire soigner, le traitement gratuit des indigents, déclaration obligatoire des maladies vénériennes avec un système ingénieux permettant d'observer malgré la déclaration, le secret professionnel.

Le D^r Ikhtemann, médecin de la polyclinique centrale de Pétrograd a publié récemment dans les *Annales des maladies vénériennes* (n^o 4 du mois d'avril 1926) un article original sur la lutte anti-vénérienne à Pétrograd et dans son gouvernement, durant les années 1920 à 1925, dont nous nous permettrons d'extraire quelques passages.

On s'est beaucoup inspiré en Russie des méthodes préconisées par l'Ecole française. Notamment on a cherché à suivre les conseils du Pr Fournier en recherchant la source de la contamination et en instruisant le peuple par l'intermédiaire des pièces de théâtre dont un des exemples *les Avariés* écrit par Brioux sous l'inspiration de Fournier.

Pour diminuer la prostitution le Congrès de Pétrograd préconisa le châtement des personnes s'adonnant au proxénétisme. On a même créé des dispensaires de puériculture antenatale préconisés par M. Couvelaire. Dans ces dispensaires on a examiné un nombre important de femmes enceintes et on a fait une certaine quantité de réactions de Bordet-Wassermann.

On a introduit le châtement de la contamination des maladies vénériennes et on punit d'une réclusion n'excédant pas trois ans tout individu ayant infecté autrui non avec préméditation mais aussi par négligence.

Il est à noter, qu'en Russie le principal mode de propagation de la syphilis, surtout dans les petits villages, n'est pas comme partout ailleurs, le rapport sexuel, mais la syphilis est d'origine extra-génitale, ce qui nous explique que la population de certains villages est presque entièrement atteinte par la syphilis.

La mentalité soviétique a relâché les mœurs et les femmes entrent facilement en relations intimes avec des hommes qu'elles connaissent à peine et ces

unions en général ne sont pas durables. C'est surtout la législation soviétique qui a favorisé ces unions à la légère car, les soviets tendent vers la suppression complète même civile d'enregistrement des mariages et comme contrepoids, la loi protège toute femme cohabitant avec un homme. C'est pourquoi les femmes s'engagent facilement dans ces liaisons éphémères, ayant pleine confiance en la protection des lois.

Etant donné les dogmes qu'elle professe la jeunesse des écoles entre prématurément dans la vie sexuelle. Ainsi la jeunesse soviétique proclame qu'il est indigne pour une étudiante prolétaire et adhérente au communisme de se conserver pour un seul mari qui n'est qu'une espèce de propriétaire et que l'abstinence sexuelle n'est qu'un préjugé bourgeois.

L'avortement est non seulement autorisé en Russie soviétique mais encore il est gratuit pour les personnes indigentes qui le demandent. On cite le cas d'une jeune fille qui a fait cette demande d'avortement gratuit six fois dans la même année.

En ce qui concerne la prostitution la quantité de filles à Pétrograd a sensiblement diminué pendant les premières années qui suivirent la révolution et la recrudescence a suivi l'amélioration des conditions d'existence dans la capitale et la reconnaissance de la valeur de l'argent.

On voit en même temps les vices marcher de pair avec l'augmentation de la prostitution et nous voyons

que 75 % de prostituées font usage et commerce des stupéfiants et d'autre part, 75 % de prostituées s'adonnent aux boissons alcooliques.

La lutte ne doit pas être menée contre les prostituées mais contre la prostitution il en résulte une suite de raisons économiques indispensables protégeant la femme, la mère non mariée et une certaine prudence dans le congédiement des ouvrières dans les usines, l'organisation d'une communauté pour la femme sans travail, l'établissement d'une sociabilité pour la femme dénuée de surveillance, pour celles qui arrivent dans les autres villes, pour les enfants abandonnés.

Cette même circulaire prescrit une lutte énergique contre tout entremetteur de la prostitution, manifeste ou dissimulé, cette lutte doit s'effectuer au moyen de procès judiciaires suivis de châtiments exemplaires et de retentissement dans la presse.

La réglementation des prostituées est supprimée, les arrestations et les inscriptions obligatoires sont prohibées.

Malgré les bonnes intentions qui ont présidé la rédaction de cette circulaire, sa réalisation n'est malheureusement pas complète, surtout parce que ceux qui ont été chargés de son exécution, n'ont pas compris les idées sociales qui l'avaient inspirée.

Ainsi, comme suite d'ordonnance de suppression des maisons closes, la milice a chassé dans la rue les propriétaires de ces maisons ainsi que les pensionnaires qui se sont trouvées dans une misère telle que

le conseil s'est fait un devoir de les protéger contre ces expulsions.

Le paradoxe suivant se produit journellement. Ce sont les ouvriers eux-mêmes et principalement les ouvriers intelligents et qualifiés qui ont réclamé l'abolition de la prostitution et ce sont les mêmes ouvriers qui en sont les principaux clients. D'après une statistique on a relevé que 43 % des clients de la prostitution était constituée par la « fine fleur » de l'aristocratie ouvrière.

« En résumé il est permis de dire que la lutte contre la prostitution a été organisée dans la Russie soviétique sur des bases tout à fait différentes de celles du reste de l'Europe et les résultats en sont jusqu'à présent à un tel point insignifiants que le commissariat des affaires intérieures s'estime en devoir d'élaborer un système de représailles au nombre desquels se trouve l'exil des prostituées du centre des grandes villes dans les coins les plus retirés de la province. L'efficacité de cette mesure n'est d'ailleurs pas unanimement partagée. »

Il serait à propos de mentionner que la milice a été chargée depuis peu de l'information des dispensaires vénéréologiques relativement au nom, à l'adresse et à la famille des personnes s'adonnant à la prostitution ou fréquentant les prostituées.

Le projet d'organisation d'une ligue pour la lutte contre la prostitution a été révoqué par le gouvernement comme irrationnel.

« Il convient de reconnaître que le pays a réalisé

un très gros effort d'hygiène sociale dans les villes, malgré les conditions de famine et de guerre des dernières années, et on peut espérer que les travaux intensifs des organisations antivénériennes aboutiront à de nouveaux succès. » Telle est la conclusion du Dr Ikhtemann.

La Syrie a adopté un système de néo-réglementation permettant aux prostituées de bonne volonté de profiter des avantages de l'abolitionisme lesquelles si elles se soignent, ne sont pas inquiétées ; mais il reste l'obligation de la visite et la contrainte en cas de manque à ces visites.

La lutte anti-vénérienne en Amérique latine a été bien comprise et si le plan n'a pas été mieux appliqué c'est principalement par manque de capitaux disponibles, et au IV^e Congrès scientifique de Santiago de Chili, certaines conclusions importantes ont été approuvées par l'Assemblée générale.

On a voulu centraliser la lutte anti-vénérienne et la sixième résolution est la suivante : « que les autorités municipales tâchent par l'emploi de certains moyens de concentrer au possible la prostitution des maisons spéciales diminuant, ainsi la clandestinité du vice qui augmente de jour en jour sans cesser pour cela de poursuivre la traite des blanches ».

A notre avis, c'est une résolution des plus importantes et absolument concordante avec notre thèse car il est évident que c'est le seul moyen de combattre efficacement la syphilis.

Au Canada la réglementation ainsi que les mai-

sons sont abolies ce qui n'empêche pas, bien entendu, de faire prospérer la prostitution ainsi que les maisons clandestines.

La déclaration des maladies vénériennes n'est pas obligatoire dans ce pays. Les soins donnés dans les centres de traitement ne sont gratuits que pour les indigents. Quoique les Canadiens soient très satisfaits de leur organisation anti-vénérienne, nous avons constaté que la syphilis chez eux est plutôt en activité croissante.

Les rapports des activités de la Division des maladies vénériennes du Service provincial d'hygiène de la province de Québec que le Dr Desloges nous a obligeamment envoyés, nous ont démontré que le nombre de cas de syphilis a augmenté.

Nous avons pu tirer des statistiques de ce rapport les chiffres suivants :

En 1923	il y avait 2391 syphilitiques en traitement dans
En 1924	— 2587 les dispensaires.
En 1925	— 2974 —

Nous voyons donc que malgré l'infatigable activité, malgré les perfectionnements du traitement ainsi que les moyens de recherches de laboratoires canadiens, la syphilis est loin de décroître au Canada et elle y fait même des progrès assez sensibles. Nous sommes donc tentés, jusqu'à preuve du contraire, d'en déduire que si on n'avait pas poursuivi la prostitution, et surtout les maisons, comme cela a été fait, on aurait certainement pu arriver à de meilleurs résultats.

Aux Etats-Unis la lutte anti-vénérienne n'est pas centralisée et en ce qui concerne la prostitution, la législation diffère beaucoup d'un Etat à l'autre. Ainsi à Ohio l'individu atteint de maladie vénérienne doit être mis en quarantaine aussitôt la déclaration faite et il ne peut avoir de communication qu'avec son médecin et avec le domestique indispensable.

Inutile d'ajouter que cette loi n'est jamais observée car, craignant une mesure aussi sévère, les maladies ne sont pas du tout déclarées. Sur les 49 Etats, dans 45 la déclaration des maladies vénériennes est obligatoire, dans 34 la contamination constitue un délit, et dans 7 on déclare le nom des malades.

Les maisons de prostitution n'étant pas tolérées, il existe dans les grandes villes une quantité de maisons clandestines plus ou moins déguisées ou, bien entendu, la visite médicale n'a pas lieu et la seule conséquence de l'interdiction de ces maisons est, à coup sûr, l'augmentation des prix.

La législation n'étant pas la même dans tous les Etats on nous a cité ce fait amusant :

« A quelques kilomètres de la limite de deux Etats il existe une maison de prostitution bien achalandée avec une quarantaine de pensionnaires. La police le sait très bien, d'autant plus que son existence est de notoriété publique ; elle est même fréquentée, dit-on par des magistrats. Seulement, la tenancière de la maison a des relations plutôt amicales avec la police et elle est prévenue, au moins trois heures avant chaque descente de police. Immédiatement deux ca-

mions-automobiles viennent chercher les pensionnaires de la maison qui s'y entassent pêle-mêle et sont transportées ainsi sur le territoire de l'Etat voisin et la police trouve toujours officiellement la maison vide. »

Du reste, en ce qui concerne les Etats-Unis nous savons très bien que depuis l'interdiction des boissons alcooliques il n'y a jamais eu autant d'arrestations pour ébriété ; même les cas de mort causés par l'alcoolisme aigu n'ont jamais été aussi nombreux. On trouve partout aux Etats-Unis de l'alcool à condition d'y mettre le prix, nous pouvons dire exactement la même chose en ce qui concerne la prostitution.

La Suisse, par sa division en 24 cantons indépendants, ressemble un peu au point de vue administratif aux Etats-Unis et la législation d'un canton à l'autre diffère beaucoup. La réglementation a été abolie en Suisse en 1918.

LA PROSTITUTION CLANDESTINE

Dans un chapitre précédent nous avons vu que parmi les arguments des abolitionnistes, il y en avait un qui visait l'organisation même de la réglementation de la prostitution et qui, à juste titre, disait qu'une partie seulement des prostituées était réglementée et leur majeure partie n'était soumise à aucun contrôle médical. Nous le reconnaissons parfaitement exact et nous pouvons même ajouter que la plupart de ces prostituées libres sont atteintes de syphilis dans des proportions considérables.

Ainsi en 1923 il n'a été reconnu atteintes de la syphilis contagieuse que 123 filles sur 4.355 inscrites, et d'autre part, 118 prostituées libres sur 1811 examinées.

En 1924 sur 4.145 filles en carte il n'y avait que 113 filles atteintes de la syphilis en activité et en même temps on a reconnu atteintes de la même maladie 169 prostituées libres sur 2.322 examinées.

Comme le nombre des prostituées libres est au moins cinq fois plus grand que le nombre de filles en carte, pour avoir le nombre total de prostituées libres syphilitiques contagieuses, il faudrait multi-

plier les chiffres indiqués plus haut, par les coefficients 5 ou 6.

Du reste, en 1923, les filles soumises malades n'étaient que 8,78 % et en 1924, 8,75 %, tandis que le nombre d'insoumises malades était en 1923, 28,65 % et en 1924, 30,66 %.

Ceci nous prouve que les prostituées libres constituent un véritable danger pour la santé publique étant en grand nombre atteintes de la syphilis en état de contagion.

Nous devons ajouter, qu'en général les filles malades ne veulent pas se soigner pour les trois raisons suivantes :

1° Tout d'abord et, c'est la raison principale, la syphilis n'est pas une maladie qui fait souffrir, tout au moins au début, et aussi bien dans la pratique hospitalière qu'en clientèle les malades ne viennent consulter le médecin que quand ils souffrent. C'est pourquoi, ne souffrant d'aucune manière, les filles ne se soignent pas ;

2° Une prostituée libre atteinte de la syphilis en activité a peur d'aller trouver le médecin car, celui-ci ne manquerait sûrement pas de lui interdire de se prostituer pendant la période contagieuse. Malgré l'obligation du secret professionnel elle a peur d'être dénoncée, et cherche à éviter un chômage forcé plus ou moins long.

3° Il y a très peu de filles syphilitiques qui se rendent réellement compte de la gravité de leur maladie et ne comprennent pas que la petite ulcération

qu'est le chancre ou bien les plaques muqueuses, soient susceptibles de transmettre une maladie aussi grave.

Du reste les malades ordinaires ont beaucoup de peine à comprendre que pour être guéri définitivement de la syphilis il faut s'armer de patience et persister dans le traitement.

A ce propos nous pouvons citer l'exemple d'un dispensaire anti-syphilitique de Liège où le traitement est absolument gratuit et où il est appliqué en dehors des heures de travail avec toute la discrétion possible par des médecins spécialisés et connus et où on a constaté que 60 o/o des malades se croyaient guéris et se laissaient prématurément du traitement malgré des rappels et la sollicitude dont fait preuve à leur égard un personnel tout dévoué attaché à leur surveillance mais ne possédant qu'une action persuasive sans aucun moyen de sanction ou de coercition (1).

Une autre expérience a été tentée à Anvers peu après l'armistice où le docteur Haenens a institué des consultations facultatives à l'usage des prostituées clandestines ou occasionnelles telles que serveuses, danseuses attitrées de certains bars, de certains dancings.

Elles sont venues peu nombreuses au début et plus une seule ne s'est présentée après 15 jours d'expérience.

1. Extrait du résumé du rapport à la société belge dermatologique par le docteur R. Matthys publié par le *Bulletin de la Société française de Prophylaxie sanitaire et morale*, n° 6 7 de 1924.

Nous voyons donc que les prostituées libres sont capables de transmettre la syphilis dans des proportions considérables et il nous semble que nous n'exagérons pas en disant qu'au moins 80 o/o de syphilis ont comme origine la prostitution clandestine.

MAISONS CLOSES

En dehors de la prostitution ambulante portée sur le registre de la Préfecture de la Police et la prostitution clandestine il existe une troisième catégorie de prostitution qui est constituée par des pensionnaires et filles externes de maisons closes.

« Les maisons nous dit l'Histoire, ont existé depuis la plus haute antiquité, en revêtant, il est vrai, les aspects les plus divers :

« Dans les premiers stades de l'Humanité, ni les maisons ni même la prostitution n'étaient nécessaires. Les lois de l'hospitalité voulaient qu'on offrit au voyageur, à l'ami ou même à l'inconnu de passage, de partager, sans façon, la couche de la femme ou de la fille de l'amphytrion.

« Plus tard, les fêtes religieuses en l'honneur d'Isis, d'Aphrodite ou de Vénus, les Saturnales, les Bacchanales, les Lupercales, les Florales, étaient l'occasion de débauches si fréquentes, que les temples devinrent de véritables maisons publiques où les prêtresses, accomplissant un stage d'amour avant le mariage, remplissaient le rôle de prostituées officielles, sous le manteau de la religion et sous les yeux de ses ministres.

A vrai dire cette prostitution sacrée, si elle était presque obligatoire, ne fut bientôt plus complètement gratuite. En dehors des fidèles, on conviait volontiers à l'acte religieux de la défloration, de riches étrangers, discrètement prévenus d'avoir à donner de l'argent aux filles qui leur offraient leur virginité.

« Chez les Nasamons, peuplade de Lydie, raconte Hérodote la première nuit de ses noces, la mariée accorde ses faveurs à tous les convives et chacun lui fait un présent qu'il a apporté de sa demeure ». Peu à peu la prostitution perdait ainsi son caractère sacré, la débauche des femmes n'ayant pour but que l'argent qu'elles gagnaient en exploitant leurs charmes.

« C'est Solon qui, le premier, pour sauvegarder l'honneur des femmes et la pudeur des filles grecques, pour parer à des vices plus effroyables encore, établit la prostitution légale sous le contrôle de l'Etat. Il acheta en effet, pour le compte de la République, des esclaves asiatiques et les enferma pour servir à la prostitution publique dans des établissements appelés « Dictériens », situés à Athènes, près du temple de Vénus Pandémus. Solon avait pensé à tout, car si nous comprenons bien les paroles du philosophe Eubulide, les « dictériades » étaient déjà médicalement surveillées : » C'est à ces belles filles, écrit-il en effet, que tu peux acheter du plaisir pour quelques écus et cela *sans le moindre danger* ».

« Oh ! Solon, s'écrie encore le poète Philémon, tu

es vraiment le bienfaiteur de l'Humanité, toi qui as été le créateur d'une institution si utile au peuple, ou plutôt au salut public. »

« Tandis qu'Athènes avait ses Dictérions, qui s'étaient multipliés, l'industrie privée faisant large concurrence à l'établissement officiel, Rome avait ses « lupanars ». Leur nombre en était considérable et il en existait de toutes catégories, ceux du quartier populeux de Suburre ne pouvant être comparés aux installations luxueuses avoisinant le Temple de la Paix, où parmi les nombreux serviteurs se distinguait le « bacario » préposé aux ablutions hygiéniques auxquelles, *ante et post*, devaient se soumettre l'homme et la femme.

« Sans vouloir maintenant entreprendre l'historique des « maisons de joye » en France, nous devons cependant constater qu'elles pullulaient déjà sous Saint-Louis. Le Saint Roi, quoique moins cruel que Charlemagne envers les pauvres ribaudes, ne leur montrait pourtant aucune sympathie et punissait avec une extrême sévérité ses chevaliers qui les fréquentaient » (1).

On divise actuellement les maisons de prostitution en deux catégories. Tout d'abord il y a des maisons dites de tolérance, c'est-à-dire des immeubles entiers occupés par l'établissement de prostitution dont les étages supérieurs sont généralement réservés aux

1. Dr L. Bizard Plaidoyer *pro domo*. *Revue française de Dermatologie et de vénéréologie*, n° 2, février 1925.

dortoirs des filles qui composent une partie du personnel de ces maisons.

D'autre part, il y a des maisons de rendez-vous qui se différencient des précédentes essentiellement par ce fait qu'elles n'occupent qu'une partie de l'immeuble et leur règlement est moins sévère.

Nous décrirons la réglementation de ces maisons avec un peu d'insistance, car par leur organisation sévère, ces maisons présentent une certaine sécurité. En outre, nous nous efforcerons de démontrer que si on voulait bien y ajouter quelques prescriptions, — que nous nous permettons de préconiser plus loin, — nous osons affirmer que la prostitution sous cette forme, serait la seule qui présenterait le maximum de sécurité et partant, contribuerait largement à la prophylaxie de la syphilis.

Actuellement il n'existe plus à Paris que 26 maisons de tolérance, les autres sont des maisons dites de rendez-vous dont nous avons plus haut souligné la différence. Leur nombre dépasse 200 et leur surveillance médicale fut organisée en 1900.

Les filles des maisons ne sont pas obligatoirement en carte et actuellement environ 80 o/o de filles fréquentant ces maisons ne sont pas portées sur le registre de la Préfecture de Police. Ainsi une quantité considérable de femmes peuvent se prostituer sans être obligées de se procurer une carte. Or, le caractère infamant de cette carte, suffirait seul à détourner de la prostitution un certain nombre de femmes. La facilité avec laquelle les filles novices

sont accueillies dans les maisons de rendez-vous, constitue presque un encouragement à la prostitution et à ce propos le D^r Siredey a dit (1) :

« Nombre de femmes refuseraient avec indignation si on leur disait d'aller dans une maison close. Mais quand une amie leur dit que rien n'est plus agréable que d'aller prendre une tasse de thé dans telle maison, elles y vont et font connaissance d'un individu et elles s'exécutent. Le gain réalisé leur donne l'impression d'un métier facile ! Dans les maisons closes, vous n'avez pas cet inconvénient !...

« Maintes fois, on m'a signalé le fait suivant : dans un atelier, il y a souvent des jeunes filles et des femmes qui ne sont pas des prostituées de carrière, mais elles ont été entraînées dans ces maisons de rendez-vous et elles font de la propagande pour y amener d'autres personnes. Cette propagande est-elle intéressée et lucrative ? Je n'en sais rien, mais quand une jeune fille ou une jeune femme se plaint de la dureté des temps, de la difficulté de se procurer de la toilette, une amie lui dit : « Ce n'est pas si difficile que cela, il y a un moyen de s'arranger ; viens donc avec moi, et comme par hasard, il y a des messieurs très bien venus pour la circonstance, après la consommation, ces femmes vont dans une chambre de la maison et elles en sortent avec un ou plusieurs billets de 100 francs.

« Ce genre de maisons est donc des plus dange-

1. *Bulletin de Société Prophylaxique, Sanitaire et Morale*, n° 5, juillet 1925.

reux ; il attire beaucoup plus facilement les jeunes filles coquettes parce que cela leur permet de payer leurs dettes ; au contraire, s'il leur fallait une autorisation médicale, elle se considéreraient comme déchues, tandis qu'avec le système que j'indique, elles estiment que c'est une petite défaillance d'un moment. »

On est donc arrivé à cette situation paradoxale qu'une femme qui veut se mettre à l'abri de l'inscription et de la carte n'a qu'à passer sa vie dans les bordels ! (1)

On ne saurait croire que cette facilité de se prostituer dans les maisons a entraîné des jeunes filles, des jeunes femmes souvent d'un rang élevé à devenir des beautés professionnelles (2).

Les 26 maisons de tolérance de Paris sont divisées en 16 circonscriptions qui sont visitées par roulement par les médecins du dispensaire de la Préfecture de Police. A ces maisons il faut en ajouter 3 de la banlieue (Ivry, Saint-Denis et Vincennes).

Chaque médecin ne visite qu'une seule circonscription pendant une durée de trois mois et change ainsi de circonscription avec un autre médecin quatre fois par an.

Les maisons de rendez-vous sont visitées en plus des médecins du dispensaire par quelques médecins dits agréés désignés par le Préfet de Police ; mais

1. Dr L. Bizard, *De la nécessité d'assainir les maisons de prostitution parisiennes* (*Annales des Maladies vénériennes*, mai 1923).

2. *Idem*.

on ne donne plus de nouvelles maisons à ces médecins, et à l'avenir ce sont les médecins du dispensaire seuls qui les visiteront.

Toutes les maisons, de tolérance ou de rendez-vous sont visitées une fois par semaine et tandis que les maisons de tolérance ne sont visitées que par un seul médecin, les maisons de rendez-vous ont deux médecins qui les visitent à tour de rôle, c'est-à-dire que chaque médecin visite la même maison tous les quinze jours. Voici in extenso l'arrêté concernant les maisons de rendez-vous.

23 Mars 1926

Arrêté préfectoral concernant les maisons de rendez-vous

ARTICLE PREMIER

Les maisons de rendez-vous ne peuvent être tenues que par des femmes.

La femme qui se propose de tenir une maison de rendez-vous doit adresser une demande à la Préfecture de Police (2^e Direction, 4^e Bureau Prophylaxie spéciale).

La demande rédigée sur papier timbré, sera accompagnée :

1^o D'une pièce d'état civil (acte de naissance ou de mariage sur timbre établissant que la pétitionnaire est majeure ;

2^o Un extrait de casier judiciaire n'ayant pas plus d'un mois de date :

3° Au cas de mariage, d'une autorisation maritale, sur timbre et légalisée.

4° D'un plan du local en double exemplaire.

ARTICLE 2

Si la demande est agréée, la tenancière doit, en outre justifier qu'elle est propriétaire de l'immeuble ou titulaire d'un bail enregistré. En aucun cas elle ne doit servir de prête-nom : elle doit agir pour son propre compte et n'exploiter qu'une seule maison.

Au cas de mutation, la nouvelle tenancière est tenue de produire, en plus du bail un acte de vente enregistré.

ARTICLE 3

L'autorisation ne peut-être accordée que lorsqu'après une visite effectuée par un médecin du dispensaire de salubrité désigné par le médecin en chef, il a été constaté par ce médecin que la maison de rendez-vous est installée dans des conditions d'hygiène réglementaires et lorsque, d'autre part, la tenancière acceptera de se conformer aux prescriptions ci-après :

1° Ne recevoir que des femmes majeures de nationalité française qui ne devront pas être logées dans les locaux affectés à la maison de rendez-vous ;

2° N'employer que des sous-maitresses qui auront été préalablement présentées au 4° Bureau de la 2° Direction (Prophylaxie spéciale) ;

3° N'employer, comme personnel de service, aucun

mineur de l'un ou de l'autre sexe : ne conserver ni recevoir dans l'immeuble, même accidentellement, aucun mineur, même s'il est l'enfant de la tenancière ;

4° Ne faire aucune réclame, ni publicité d'aucune sorte :

5° Veiller à ce qu'il ne se produise ni bruit, ni scandale à l'intérieur ;

6° Ne tolérer aucun jeu et ne permettre aucune turpitude telle que voyeurs, scènes de pédérastie etc ;

7° Ne pas laisser racoler sur la porte, par les fenêtres ou sur la voie publique ;

8° Ne pas recevoir de femmes à titre de clientes, ne pas admettre de mineurs, des élèves de lycée, colléges et écoles nationales civiles ou militaires en uniforme. Ne pas recevoir d'individus en état d'ivresse :

9° Conduire immédiatement au dispensaire de salubrité toute femme atteinte d'une maladie vénérienne.

10° Ne laisser pénétrer, à titre de fournisseurs, ou employés des fournisseurs, que des hommes majeurs ;

11° Observer les précautions d'hygiène préconisées par le corps médical pour enrayer les maladies vénériennes.

Une affiche dont la teneur sera fixée par l'administration devra être placardée dans chaque chambre par les soins de la tenancière. Chaque chambre devra être pourvue d'eau, de savon, d'une cuvette, d'un pot à eau, d'un broc, d'un bidet et de deux serviettes. D'autre part la tenancière devra mettre à la disposition du médecin visiteur :

1° Un fauteuil-spéculum ; 2° une boîte fermant à clef et contenant deux spéculums conformes au modèle du dispensaire ou au modèle Cusco, deux abaisse-langue, en métal non articulés, une pince gynécologique à tampons,

et des tubes de vaseline, une cuvette, du savon, une serviette, une blouse et un tablier :

12° Informer, sans délai, indépendamment de l'avis à donner au commissaire de police du quartier, la Préfecture de Police de toutes infractions commises par les pensionnaires ou les clients de la maison ; se conformer enfin à toutes obligations qu'il serait utile d'imposer par la suite.

ARTICLE 4

La tenancière d'une maison de rendez-vous devra se munir d'un livre sanitaire conforme à un modèle établi par la Préfecture de Police et sur lequel seront inscrit, par ses soins, les noms, prénoms, âges et domiciles des femmes. Celles-ci préalablement à leur inscription sur le livre devront présenter à la tenancière, 1° Un extrait d'acte de naissance sur timbre, datant de moins de six mois, qui restera entre les mains de la tenancière pendant tout le séjour de la femme dans la maison ; 2° un certificat de domicile visé au commissariat de police ; 3° un certificat de visite émanant de l'un des deux médecins chargés du service médical dans la maison de rendez-vous, et daté du jour ou de la veille de leur inscription. Les femmes inscrites sur les contrôles de la prostitution devront produire leur carte visée au dispensaire de salubrité du jour ou de la veille de leur entrée dans la maison.

ARTICLE 5

Les femmes seront l'objet, chaque semaine, d'un examen sanitaire effectué, à tour de rôle, par l'un des deux médecins

désignés par l'administration et choisis exclusivement parmi les médecins du dispensaire de salubrité, en activité ou en retraite. Ces médecins ne pourront être maintenus dans leurs fonctions après l'âge de 70 ans révolus. Leurs honoraires de visites seront payés par les tenancières, suivant un tarif fixé par la Préfecture de Police.

Lorsque le médecin, au cours de sa visite, constatera un cas de maladie vénérienne, il avisera immédiatement le 4^e Bureau de la 2^e direction et mettra la tenancière en demeure de conduire sans retard la malade au dispensaire. Le livre sanitaire sera, après chaque visite, visé par le médecin de service.

ARTICLE 6

La direction de la Police judiciaire sera spécialement chargée d'exercer une surveillance sur les maisons de rendez-vous à l'effet de s'assurer de leur bonne tenue et de l'observation par les tenancières des obligations qui leur sont imposées.

ARTICLE 7

Toute infraction au règlement exposera la tenancière à une mesure disciplinaire qui pourra varier de la simple observation à la fermeture temporaire ou définitive de la maison, sans préjudice de peines plus graves qui pourraient être prononcées par les tribunaux, pour des faits commis en violation des lois.

ARTICLE 8

Le règlement du 4 avril 1912 concernant les maisons de rendez-vous est abrogé.

ARTICLE 9

Le secrétaire général, le directeur de la 2^e direction de la Police municipale, le directeur de la Police Judiciaire le médecin en chef du Dispensaire de Salubrité, sont chargés chacun en ce qui la concerne de l'exécution du présent arrêté

Comme nous l'avons vu dans l'arrêté préfectoral ci-dessus, pour entrer dans une maison de rendez-vous la fille doit présenter un certificat du médecin visitant cette maison daté du jour même ou de la veille, et pour les filles qui ne sont pas en carte, cette première visite se passe chez le médecin lui-même ; les filles en carte peuvent être visitées au dispensaire de salubrité. Pour être admise dans une maison de tolérance la fille doit se faire inscrire préalablement au dispensaire de la Préfecture de Police et la fille qui entre dans une maison de rendez-vous n'a pas besoin de cette formalité et elle peut être inscrite par la tenancière si elle satisfait aux règlements à tous les points de vue.

Dans cet arrêté nous relevons les principales modifications suivantes : Art. 3. — Avant d'accorder l'autorisation d'ouvrir une nouvelle maison de rendez-vous, un médecin du dispensaire de salubrité doit s'assurer que les conditions hygiéniques sont satisfaisantes. D'autre part, il est défendu de recevoir des filles étrangères dans ces maisons. Cette dernière mesure a été créée pour lutter contre la traite des blanches. Car il est évident que si tous les

pays du monde interdisaient aux étrangères de se prostituer dans les maisons closes, la traite des blanches aurait vécu.

Ces deux mesures d'une valeur pratique de premier ordre ont été incorporées sur la demande du Dr Léon Bizard.

Au mois de mars 1926 a paru également un nouvel arrêté préfectoral concernant les maisons de tolérance qui ne diffère pas beaucoup du précédent et dont voici les points essentiels :

ARTICLE 3

L'autorisation ne peut être accordée qu'aux conditions suivantes :

1° N'apposer sur la façade de la maison ni gros numéro, ni aucune marque distinctive susceptible d'attirer l'attention des passants ;

2° Tenir les croisées closes de manière que, de l'extérieur, on ne puisse voir ce qui se passe dans la maison ;

3° Pour le même motif ne pas laisser les portes d'entrée ouvertes :

4° Affecter, en totalité, la maison dont il s'agit à l'exercice de la prostitution ; n'en sous-louer aucune partie et n'y admettre à demeure aucune personne autre que les pensionnaires et les domestiques, ceux-ci devant être majeurs.

5° Ne recevoir, comme pensionnaires, que des femmes majeures, de nationalité française, et ne jamais les laisser racoler sur la porte, par les fenêtres ou sur la voie publique, ni fréquenter les cabarets avoisinants : n'en retenir aucune contre son gré, sous un prétexte quelconque, notamment,

sous celui de dettes contractées, ces dettes n'étant pas reconnues par l'Administration : ne pas les contraindre ni les exciter à boire :

.

12° Faire enregistrer, au préalable, au 4^e Bureau de la 2^e Direction, les femmes se présentant dans la maison où elles ne seront admises qu'après visite par un médecin du Dispensaire de Salubrité :

13° Faire également enregistrer au même bureau dans les vingt-quatre heures le départ de toute femme inscrite sur le livre :

14° Conduire immédiatement au Dispensaire de Salubrité toute femme atteinte d'une maladie vénérienne :

15° Installer les dortoirs ou les chambres des pensionnaires dans les conditions d'hygiène et de salubrité prescrites par les règlements relatifs aux logements loués en garni, et avoir autant de lits qu'il y a de pensionnaires, afin que deux femmes ne soient pas obligées de coucher ensemble.

Un médecin du dispensaire de Salubrité sera désigné par le médecin en chef pour s'assurer, avant le fonctionnement de la maison et à tout moment voulu, par la suite, que ces prescriptions sont observées.

.

ARTICLE 4

La tenancière devra se munir : 1^o d'un livre de garni ; 2^o d'un livre sanitaire conforme à un modèle établi par la Préfecture de Police et sur lequel seront inscrits par les soins de l'administration les noms, prénoms, âges et domiciles des pensionnaires :

Les autres articles constituent une copie exacte de l'arrêté concernant les maisons de rendez-vous.

Toutes les maisons de rendez-vous de Paris ne sont pas officielles et il faut même ajouter que le nombre de ces maisons clandestines s'accroît de jour en jour et n'étant pas surveillées médicalement elles constituent un véritable danger pour la santé publique.

Ces maisons sont plus ou moins déguisées en brasseries, maisons de massage, de manœuvre et même simplement en ateliers de modistes, etc., et en dépit de l'interdiction, font de la publicité dans certains journaux spéciaux. Il est vrai, que la police observe actuellement cette interdiction avec plus de sévérité et cette publicité tend à disparaître.

L'application des règlements dans les maisons de rendez-vous est en général bien moins sévère et surtout moins observée que dans les maisons de tolérance.

En ce qui concerne les règlements sanitaires ils sont presque toujours bien observés car, les tenancières de ces maisons ont grand intérêt à ne pas avoir de filles malades, ceci pour la bonne renommée de leur maison et par crainte de scandale en cas de contamination des clients.

A part quelques maisons de la plus basse catégorie, les conditions hygiéniques sont en général satisfaisantes partout et ayant tout sous la main, les filles des maisons ont la possibilité de prendre les mesures de prophylaxie après chaque coït. Et elles

le font d'autant plus volontiers qu'elles craignent d'être mises au repos et envoyées à Saint-Lazare en cas de maladie.

C'est pourquoi nous voyons si peu d'accidents syphilitiques chez des filles de maisons et nous pouvons même ajouter qu'on ne prend presque jamais la syphilis dans les maisons de prostitution car, en consultant les statistiques de la Préfecture de Police nous constatons que, par ordre de fréquence décroissante, sont atteintes de la syphilis :

1° Les prostituées libres n'étant soumises à aucun contrôle médical ;

2° Les filles en carte ;

3° Il est exceptionnellement rare de voir les filles de maisons atteintes de la syphilis.

ANNÉES	FILLES CLANDESTINES		FILLES EN CARTE		FILLES DE MAISONS	
	Nombre de filles clandestines arrêtées pendant l'année	Filles reconnues syphilitiques contagieuses	Nombre de filles en carte au 1 ^{er} janvier	Filles reconnues syphilitiques contagieuses	Nombre de filles ayant fréquenté les maisons de tolérance ou de rendez-vous	Filles reconnues syphilitiques contagieuses
1920	2.947	235	5.295	312	2.150	5
1921	2.436	205	5.165	241	2.100	2
1922	4.820	146	4.813	123	2.038	3
1923	4.811	118	4.355	123	2.120	2
1924	2.322	169	4.145	113	2.061	3
1925	2.812	179	4.078	131	2.147	2

Ces statistiques du Dispensaire de Salubrité de la Préfecture de Police nous démontrent clairement qu'au point de vue sanitaire en général, et de la prophylaxie de la syphilis en particulier, les maisons de prostitution offrent le maximum de sécurité, et du reste, de notre statistique personnelle faite dans le service du docteur Milian à l'hôpital Saint-Louis, il ressort que sur 97 cas de syphilis primaire observée dans ce service en 1925, nous n'avons trouvé que 2 cas de syphilis dont l'origine a été une contamination dans les maisons de prostitution.

En 1926 pendant les quatre premiers mois il a été constaté 32 cas de syphilis primaire dont un seul a eu son origine dans une maison close. Cette statistique confirme du reste nos prévisions basées sur un petit nombre de filles de maisons malades et nous pouvons dire, sans aucune contestation possible, que les maisons de tolérance offrent le maximum de garantie au point de vue de la prophylaxie de la syphilis.

Pour apprécier le service rendu par les maisons closes ajoutons que chaque année les maisons de Paris reçoivent la visite de plus d'un million d'hommes, qui, si les maisons n'existaient pas s'adresseraient probablement aux prostituées ambulantes où le nombre de filles malades est considérable, surtout parmi les clandestines.

Un simple coup d'œil sur la statistique précitée suffit pour devenir un partisan des maisons closes et

nous nous étonnons fort qu'à la Commission de Prophylaxie du Ministère de l'Hygiène il n'y a que les D^{rs} Milian, Bizard et M. Marc Honnorat qui s'en sont déclarés partisans !

D'autre part, la Commission de la Société des Nations qui s'occupe de la protection de l'enfance et de la jeunesse a émis également un vœu favorable pour la fermeture des maisons de prostitution. C'est du reste l'opinion du P^r Pinard, l'honorable Doyen de la Chambre des Députés.

Avant de s'engager sur cette voie très dangereuse il est bon de considérer les chiffres bien éloquentes des statistiques précitées et espérons qu'on évitera ainsi une recrudescence énorme de la syphilis, en fermant les maisons de tolérance. Du reste la simple diminution des maisons augmente notablement la prostitution des rues et, par conséquent, les possibilités de contamination.

Pendant la guerre l'autorité militaire justement soucieuse de la santé des hommes et du maintien des effectifs, crut devoir ouvertement favoriser l'extension des maisons publiques, avec visite, tous les deux jours, du personnel (1).

En l'état actuel des choses le régime des maisons closes n'est pas parfait et on pourrait facilement l'améliorer si on voulait s'inspirer de quelques modifications proposées par le D^r Léon Bizard.

Tout d'abord le fait qu'une maison de rendez-vous

1. D^r Léon Bizard, *Souvenir d'un médecin de la Préfecture de Police et des Prisons de Paris*. Grasset, 1925.

n'occupe qu'une partie de l'immeuble constitue une erreur regrettable facile à comprendre.

Il est à souhaiter que chaque fille d'une maison soit dotée d'un carnet sanitaire qui servirait à la fois d'un renseignement précieux d'antécédents pour le médecin et pourrait renfermer quelques recommandations d'ordre sanitaire, hygiénique et moral pour la fille. Notre distingué médecin principal du Dispensaire de la Préfecture réclame à juste titre les visites bi-hebdomadaires ainsi que des contre-visites, faites à l'improviste.

Enfin M. Bizard s'élève contre la discrétion dont sont assurées les femmes fréquentant les maisons de rendez-vous, il dit notamment dans le numéro du mois de mai 1923 des *Annales des Maladies vénériennes* : « Toute femme venue dans une maison, même pour un seul rendez-vous, doit-être signalée au service compétent où elle reste cataloguée. Il ne faut pas que les « maisons » servent au recrutement de la prostitution parmi les femmes qui, si cette façon discrète de se vendre n'existait pas, auraient grande chance, pour un nombre important du moins, de ne pas se prostituer ».

CONCLUSIONS

Nous pouvons donc conclure qu'il n'est pas douteux que la syphilis est répandue par les prostituées et en particulier par les clandestines. Pour arriver à l'extinction complète de la syphilis, il faudrait si l'on ne peut abolir la prostitution du moins la rendre non dangereuse.

Vouloir abolir la prostitution est une utopie, car on ne peut empêcher une femme de se livrer à la prostitution. Celle-ci constitue donc une plaie sociale inévitable.

Il ne peut plus être question à notre époque d'employer les mesures barbares ou infamantes du moyen âge telles que supplices, costumes spéciaux, exil, etc., qui sont inopérantes. Nous devons donc nous contenter de la surveillance sanitaire qui est la base de toute réglementation. Et la meilleure des réglementations est celle qui est faite dans un lieu clos, c'est-à-dire dans les maisons de prostitution, où nous l'avons constaté, on obtient de meilleurs résultats au point de vue prophylactique.

Même au point de vue moral, la tolérance des maisons de prostitution ne constitue pas un scandale, car n'y vont que ceux qui le veulent bien. C'est

évidemment la forme de prostitution la plus discrète. Au contraire, la prostitution des rues, des cafés, des dancings, des promenoirs de music-halls, etc., qui s'étale ouvertement, constitue une véritable atteinte à la morale publique, par l'inconduite des filles.

Si donc nous voulons tendre vers la suppression totale de la syphilis, nous devons élaborer une réglementation très sévère et la faire observer strictement ainsi que les règlements de police existants concernant les prostituées ambulantes et les proxénètes. En un mot, nous devons chercher, par tous les moyens à rendre la prostitution individuelle de plus en plus difficile, ce qui aura pour résultat une diminution de la prostitution en général et contraindra un certain nombre de prostituées ambulantes à revenir à la vie honnête. Les autres seront obligées de se réfugier dans des maisons de prostitution où elles ne peuvent plus échapper à notre contrôle sanitaire.

D'autre part, il faudrait appliquer la réglementation des maisons de tolérance à tous les endroits de prostitution collective, obliger les femmes de maisons à se procurer une carte avant de pouvoir y être admises et il serait même préférable de remplacer la carte par le carnet sanitaire. Il est également nécessaire de lutter énergiquement contre les maisons de rendez-vous offrant l'hospitalité à des prostituées accidentelles et non de carrière.

Si, enfin nous instituons les visites médicales bi-

hebdomadaires dans toutes les maisons closes, nous pourrons prévoir une décroissance rapide de cas nouveaux de syphilis, et un jour nous arriverons, peut-être à son extinction complète en France.

Vu : Le Président de la thèse,
JEANSELME

Vu : Le Doyen,
ROGER

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. LAPIE

BIBLIOGRAPHIE

Fournier (A.). — Prophylaxie de la syphilis. 1899.

Baudin (P.) et Nass (Dr N.). — La Rançon du progrès.
F. Juveu, édit.

Jeannel (Dr J.). — De la prostitution dans les grandes villes
au XIX^e siècle. Baltière, édit.

Regnault (Dr Félix). — L'évolution de la prostitution.

Commenge (Dr O.). — La prostitution clandestine à Paris.
Schleicher, édit.

Villette (Armand). — Du trottoir à Saint-Lazare. Henry
Parville, édit.

Bizard (Dr L.). — Conférences sur les Maladies vénériennes.
Maloine et fils, édit.

Annales des Maladies vénériennes.

*Bulletin de la Société française de Prophylaxie sanitaire et
morale*, années 1910-1925.

Parent-Duchâtelet. — De la prostitution dans la ville de
Paris.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
I. — Introduction.....	11
II. — La Prostitution et ses causes.....	15
III. — Méfaits moraux de la prostitution.....	23
IV. — Organisation sanitaire de la prostitution.....	27
V. — Réglementarisme et abolitionnisme	31
VI. — La Prostitution à l'Etranger.....	40
VII. — La Prostitution clandestine.....	52
VIII. — Les Maisons closes	56
IX. — Conclusions.....	75
X. — Bibliographie.....	79

